

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6586>



« Reléguer les réfugiés aux oubliettes » : pourquoi Israël veut tuer l'UNRWA

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : vendredi 10 août 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Après la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par Trump, Netanyahu a jeté son dévolu sur un autre trophée stratégique : la fin de la question des réfugiés



La population de la ville de Lincoln, dans la région britannique des Midlands de l'Est, s'élève à 94 600 habitants. Si l'on y ajoute les municipalités de North Hykeham et Waddington, la population de la zone urbaine passe à environ 130 200 habitants. Célèbre pour sa cathédrale, cette ville britannique compte à elle seule 20 collèges et lycées ainsi que 60 écoles primaires.

La population du camp de réfugiés d'al-Baqaa, en Jordanie, est de 140 000 habitants. Ce camp, qui faisait partie des six camps « d'urgence » installés après la défaite de la Jordanie lors de la guerre des Six Jours, est devenu le plus grand camp de réfugiés palestiniens du pays. Il abrite [seize écoles](#) : huit pour les garçons et huit pour les filles.

L'école principale compte à elle seule 16 000 élèves, avec entre 50 à 54 élèves par classe. Pour faire face à ces effectifs, chaque école a instauré un roulement sur deux plages horaires.

« **Pas seulement un organisme de secours** »

[L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient](#) (UNRWA), qui gère les écoles, s'occupe également de deux centres de santé fournissant des soins primaires et de la collecte des déchets dans ce camp surpeuplé. Le camp d'al-Baqaa est concentré dans 1,4 kilomètre carré, soit un

« Reléguer les réfugiés aux oubliettes » : pourquoi Israël veut tuer l'UNRWA

vingt-cinquième de la superficie de Lincoln. L'organisation emploie entre 700 et 800 travailleurs.

D'une manière ou d'une autre, la conséquence involontaire de tous ces stratagèmes visant à « reléguer les réfugiés aux oubliettes » est que la question des réfugiés a regagné sa place centrale dans le conflit

Ainsi, lorsque le président américain Donald Trump a [gelé](#) en janvier la moitié de son programme d'aide de 125 millions de dollars prévu pour l'UNRWA, les réfugiés d'al-Baqaa ont fait leurs calculs. « Le calcul est simple », a expliqué Ziad Qutaishat, qui dirige la principale organisation caritative du camp. Chaque travailleur de l'UNRWA gagne 400 dinars jordaniens [environ 460 euros] par mois.

« Cela signifie que si l'UNRWA réduisait ses effectifs à al-Baqaa, 280 000 dinars jordaniens [environ 320 000 euros] seraient perdus dans le camp. Ce serait une catastrophe. L'UNRWA n'est pas seulement un organisme de secours. C'est l'écosystème qui maintient la stabilité du camp. »

Mais c'est précisément pour cela que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu souhaite le démanteler. En janvier, Netanyahu a déclaré que l'UNRWA avait pour objectif de perpétuer « le narratif du soi-disant droit au retour, dont l'objectif réel est la destruction de l'État d'Israël » et que l'UNRWA devait donc « disparaître de ce monde ». Netanyahu a déclaré que son objectif stratégique était de « [reléguer aux oubliettes](#) » la question du droit au retour des Palestiniens.



Al-Baqaa est l'un des six camps « d'urgence » installés après la défaite de la Jordanie lors de la guerre des Six Jours (MEE/Mohammed Ayesh)

Pendant des décennies, les pourparlers de paix entre Israël et la Palestine ont été fondés sur le retour d'un nombre symbolique de réfugiés. Certes, ce nombre symbolique n'a cessé de diminuer, passant de 11 000 à Camp David à 5 000 lors du dernier cycle de pourparlers entre Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas en 2008 - mais la question en elle-même était toujours sur la table.

C'était avant le retour de Netanyahu au pouvoir en tant que Premier ministre. Après avoir engrangé une victoire en obtenant de Trump [la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël](#), Netanyahu a jeté son dévolu sur un autre trophée stratégique : la fin de la question des réfugiés.

À travers Trump et son conseiller à la sécurité nationale John Bolton, le Premier ministre israélien estime avoir [l'occasion parfaite](#) d'y parvenir.

Pas de réfugiés, pas de problème

Sur son chemin se dresse l'UNWRA, un organisme des Nations unies spécifiquement créé pour s'occuper des réfugiés palestiniens. Il constitue une cible non seulement parce qu'il offre aux Palestiniens un niveau d'éducation élevé, mais aussi parce qu'aux yeux d'Israël, il permet aux descendants des réfugiés de première génération de conserver leur statut de réfugié dans leur pays d'accueil. Israël veut que l'UNWRA transmette ses responsabilités au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Ces déclarations ont propulsé la situation de détresse de 5 millions de réfugiés palestiniens, au point mort depuis des décennies, au premier plan de la campagne palestinienne. Il y a quatre ans, la Journée de la Terre, au cours de laquelle les Palestiniens ravivent la question de leur droit au retour en organisant des marches symboliques vers leurs anciens villages, était [l'affaire d'une journée](#).

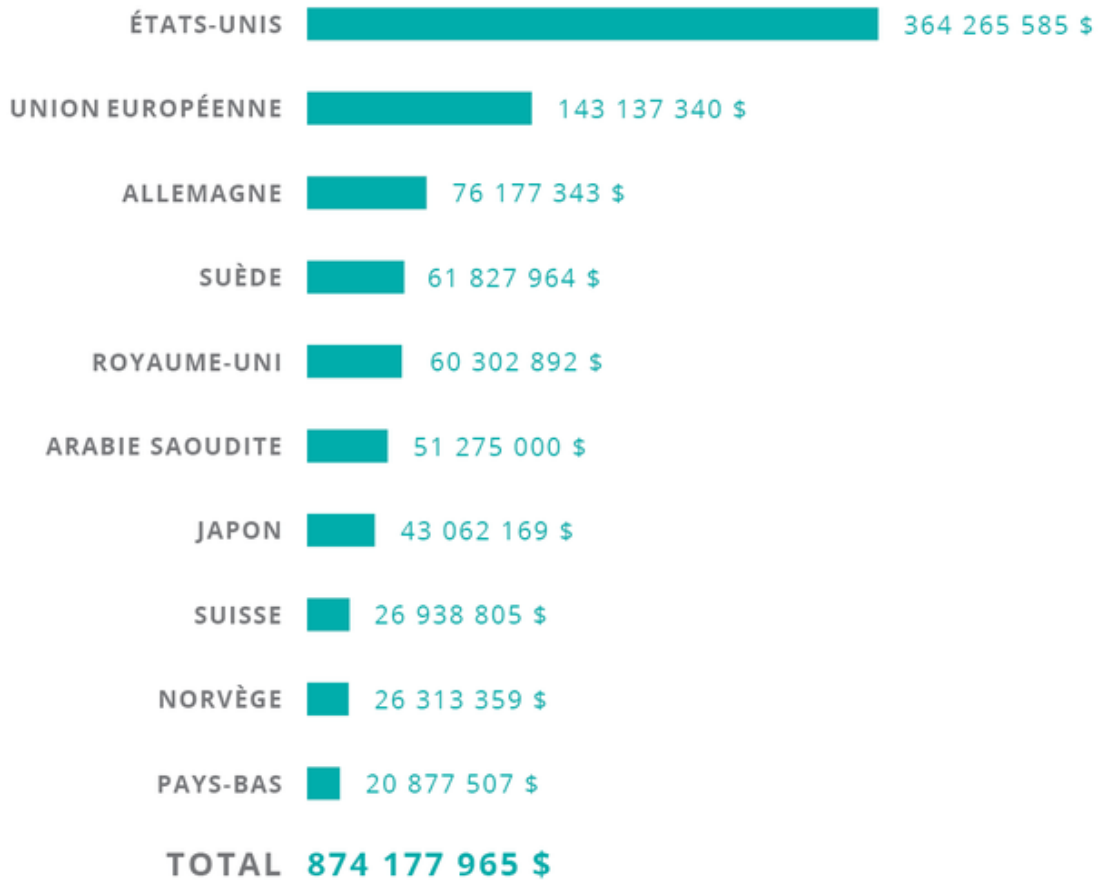
Alors que des dizaines de milliers de Gazaouis tentent symboliquement de briser le siège, Abbas continue de le renforcer. Ni le Hamas, ni le Fatah n'ont d'influence sur ce qui va se passer par la suite. Cette protestation est véritablement populaire

Des milliers de personnes s'étaient rassemblées à Arraba, dans le nord d'Israël, à Sawawil, un village bédouin du Néguev, ainsi que quelques dizaines à Jabaliya, à Gaza. Il n'y avait que 70 manifestants devant la Porte de Damas, à Jérusalem-Est, et le soir, tout était fini.

Les manifestations qui ont eu lieu jusqu'à présent cette année ont en revanche impliqué des dizaines de milliers de personnes. Trente-trois Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres ont été blessés par des snipers stationnés à la frontière avec Gaza pour faire respecter la zone d'exclusion. Des camps de protestation ont vu le jour à 700 mètres de la barrière frontalière. Aucun signe n'indique que la protestation tend à s'estomper et nous sommes encore à plusieurs semaines de l'anniversaire de la Nakba, en mai.

Financement de l'UNRWA en 2017

Les versements des dix principaux donateurs ont représenté plus de 80 % des revenus de l'agence en 2017



Source: UNRWA



middleeasteye.net

L'armée israélienne a tout d'abord été prise de court à la vue des 30 000 manifestants non armés marchant vers la clôture frontalière le premier jour de la manifestation. Dans un tweet capturé par [B'Tselem](#) avant sa suppression, l'armée israélienne a déclaré qu'elle savait « où chaque balle atterrissait ». 773 Palestiniens ont reçu des tirs à balles réelles ce jour-là.

Une Histoire de crimes de guerre

L'histoire de ce conflit est jonchée de crimes de guerre. Cette fois-ci, la différence est qu'en plus de penser qu'ils n'ont rien à se faire pardonner, les hauts responsables israéliens se sont activement réjouis des tueries.

Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman a résumé l'attitude de son gouvernement à l'égard des Palestiniens de Gaza - et des Palestiniens en général, comme on peut le soupçonner - lorsqu'il a déclaré : « Il n'y a pas d'innocents à Gaza. Tout le monde est connecté au Hamas. Tout le monde reçoit un salaire du Hamas et tous les militants qui essaient de nous défier et de franchir la frontière sont des militants de la branche armée du Hamas. »

« Reléguer les réfugiés aux oubliettes » : pourquoi Israël veut tuer l'UNRWA

Lorsqu'une vidéo prise le 22 décembre par un tireur d'élite israélien a été diffusée sur Channel 10, celle-ci a laissé transparaître la même réponse. Sur la vidéo, l'un des soldats hurle d'enthousiasme lorsqu'un Palestinien reçoit une balle dans la tête : « Waouh, quelle vidéo ! OUI ! Prends ça, fils de p***. »

Le ministre de l'Éducation Naftali Bennett a déclaré à *Ynet* : « Depuis quand jugeons-nous un soldat selon l'élégance de son langage ? Je préfère un soldat joyeux à un père endeuillé. »

Le ministre de la Sécurité publique Gilad Erdan, issu du parti Likoud de Netanyahu, a indiqué à *Ynet* : « Je crois en la pureté des armes des soldats et en l'éthique du combat. Mon principe est donc toujours de défendre, en effet, les soldats qui sont sur le champ de bataille. »

Une nouvelle forme de protestation

Du côté palestinien, de nouveaux éléments s'ajoutent à cette forme de protestation. Contrairement à la seconde Intifada voire à la première, elle a été jusqu'à présent totalement pacifique. Aucun soldat israélien n'a été visé par des tirs, ni même blessé. L'arsenal d'armes artisanales de Gaza est resté à la maison.

De même, cette protestation n'a pas de chef. Le Hamas était initialement réticent à s'impliquer, bien que l'organisation ait reconnu que certains de ses membres avaient été tués. Loin de soutenir les manifestations de Gaza, Mahmoud Abbas, le président palestinien isolé de Washington pour son opposition à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, continue de refuser de payer les salaires des fonctionnaires à Gaza.



Des écolières palestiniennes sont assises derrière un drapeau de l'UNRWA alors qu'elles assistent au festival « Life and Hope » dans une école de l'agence onusienne, dans le camp de réfugiés de Rafah, bande de Gaza, près de la frontière égyptienne (AFP)

Autrement dit, alors que des dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza tentent symboliquement de briser le siège, Abbas continue de le renforcer. Ni le Hamas, ni le Fatah n'ont d'influence sur ce qui va se passer par la suite. Cette protestation est véritablement populaire.

Le troisième élément de la tactique de protestation est qu'elle est contagieuse. Si elle se poursuit, il y aura une réaction en Cisjordanie. Dans la diaspora palestinienne en Jordanie, il est également question d'organiser des

manifestations à la frontière du pays avec Israël.

En mai, Israël pourrait se retrouver face à des manifestations à toutes ses frontières ; c'est pour cette raison qu'Israël souhaite littéralement tuer cette forme de protestation dès maintenant.

Le quatrième élément est que cette action est une gifle adressée aux alliés arabes d'Israël. Deux mois avant l'offensive d'Israël, [Abbas avait été informé à Riyad par le prince héritier Mohammed ben Salmane](#) que les Palestiniens n'obtiendraient pas Jérusalem-Est comme capitale et qu'il n'y aurait pas de droit au retour pour les réfugiés palestiniens ou leurs descendants.

Des conséquences involontaires

Plus l'Arabie saoudite, les Émiratis et l'Égypte tenteront de renforcer les plans d'Israël et des États-Unis en vue de ce que Trump a qualifié d'« accord du siècle », plus ils nuiront à la cause palestinienne et plus ils se distanceront des sentiments à vif de la rue arabe.

D'une manière ou d'une autre, la conséquence involontaire de tous ces stratagèmes visant à « reléguer les réfugiés aux oubliettes » est que la question des réfugiés a regagné sa place centrale dans le conflit.

[À LIRE ► « Elle est morte » : un architecte de la paix abandonne tout espoir d'une solution à deux États](#)

Kazim Ayesh a travaillé 27 ans en tant qu'enseignant de l'UNWRA en Jordanie. « L'UNWRA est un témoin international des crimes commis contre le peuple palestinien, m'a-t-il indiqué. C'est pourquoi ils veulent tuer ce témoin et c'est pourquoi ils veulent enseigner à la prochaine génération de Palestiniens que Jérusalem n'est pas la capitale de la Palestine et que la Palestine occupée n'est pas leur pays.

« Tous les Palestiniens encouragent leurs enfants à apprendre. Ils savent que c'est la seule façon de continuer leur vie et ils vont dans les pays du Golfe par milliers. Mais pour moi, en tant que professeur à l'UNWRA, ce n'est pas une question de motivation.

« Ils doivent apprendre à reprendre leurs droits. Leur motivation est élevée. Les camps resteront, comme des symboles de la question des réfugiés, que l'on essaie ou non d'expulser les réfugiés. Nous veillons à ce qu'ils ne perdent pas leur identité palestinienne et qu'il leur soit possible de planifier leur retour dans leur patrie. »

*- **David Hearst** est rédacteur en chef de Middle East Eye. Il a été éditorialiste en chef de la rubrique Étranger du journal The Guardian, où il a précédemment occupé les postes de rédacteur associé pour la rubrique Étranger, rédacteur pour la rubrique Europe, chef du bureau de Moscou et correspondant européen et irlandais. Avant de rejoindre The Guardian, il était correspondant pour l'éducation au sein du journal The Scotsman.*

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.

Photo : le camp d'al-Baqaa est devenu le plus grand camp de réfugiés palestiniens de Jordanie (MEE/Mohammed Ayesh).

Traduit de l'anglais ([original](#)) par [VECTranslation](#).